

dans un organisme qui, par son programme, sa tradition, la place qu'il occupe dans les situations est directement relié avec les mouvements de classe. Partout ailleurs, l'avant-garde se trouverait en dehors de son milieu spécifique et dans l'impossibilité de déterminer un déplacement du rapport des forces entre les classes, favorable aux ouvriers.

Le syndicat unique constitue, par conséquent, une revendication essentielle des communistes, mais à la condition qu'il ne soit pas réalisé au travers de l'anéantissement de la fonction politique de l'avant-garde prolétarienne. La rupture de l'unité syndicale en France représente un succès important pour l'ennemi. Les communistes furent sans doute provoqués à la scission par les réformistes et le titre de « G. G. T. Unitaire » pouvait parfaitement correspondre aux intentions de ceux qui la constituèrent. Mais il n'en reste pas moins vrai que les syndicats de la C. G. T., tout en ne représentant, au début, qu'une faible minorité de la masse, purent, lors de tous les mouvements, représenter l'élément définitif pour la victoire de l'ennemi. Organisation du sarrasinage permanent, les syndicats réformistes parvenaient toujours à orienter des parties toujours plus fortes d'ouvriers en grève, vers des solutions arbitrales et des compromis qui finirent pas avoir raison d'une avant-garde poignardée par l'existence d'un syndicat jaune. La France a prouvé, d'une façon éclatante, qu'il vaut mieux, pour l'évolution progressive des luttes ouvrières, que le parti dirige des fractions communistes de minorités, au sein des syndicats uniques, plutôt que de diriger des syndicats, même numériquement supérieurs, quand les réformistes ont la possibilité de maintenir des organisations dissidentes. Le rétablissement de l'unité syndicale en France apparaît donc comme une revendication essentielle des communistes, pour battre, avec succès, l'offensive de l'ennemi. Mais, encore une fois, cette unité n'a pas de vertu révolutionnaire propre ; si elle devait être obtenue par la dissolution de l'avant-garde ouvrière et de sa fonction, elle ne peut représenter qu'un nouvel élément de confusion et de trouble, empêchant le déclenchement des luttes ouvrières.

Actuellement, l'unité syndicale en France se pose ainsi : la C. G. T. conçoit l'unité sur la base de la rentrée des syndicats unitaires en son sein, en même temps qu'elle modifie substantiellement, au travers des Etats Généraux, le programme élémentaire de classe du syndicat. La C.G.T.U., de son côté, qui avait posé, au début, le problème sur une base juste (un Congrès d'unification résultant du croisement des deux organisations avec, comme programme, les luttes immédiates), paraît s'orienter vers l'acceptation des conditions de la C. G. T. Dans ce cas, l'unité syndicale se réaliserait au prix de l'abandon, par l'avant-garde, de son programme de lutte et conduirait à la dissolution des communistes au sein des masses livrées à la social-démocratie. Même des garanties de démocratie intérieure (dont les réformistes feront d'ailleurs bon marché en procédant par après à des exclusions de communistes) scrupuleusement observées, ne permettraient pas encore le succès des luttes ouvrières, le mécanisme démocratique laissant subsister toute la puissance d'un appareil bureaucratique, lequel pourra, à son gré, différer les consultations ouvrières ou les préparer dans des conditions telles que leur succès réformiste soit invariablement assuré. La seule garantie pouvant permettre le succès du mouvement ouvrier est la revendication du droit de fraction au sein des syndicats, ce qui suppose, à son tour, qu'actuellement, les fractions syndicales communistes du parti n'abandonnent pas leur programme spécifique : la lutte pour opposer la grève générale à l'attaque du capitalisme. Les communistes ne feront évidemment pas de leur programme de luttes grévistes, une condition pour la réalisation du syndicat unique. Ils ne briseront pas l'unité s'ils restaient en minorité. Mais aujourd'hui en France, le problème est autre, le P. C. abandonne ses positions de classe pour prendre délibérément la voie de la dissolution de l'avant-garde dans la social-démocratie.

Le mot d'ordre de l'unité syndicale est donc inséparable de la lutte pour la grève générale. Une unité se réalisant par le simple passage des syndicats de la C.G.T.U. dans ceux de la C.G.T., sans que cette poussée unitaire se rencontre avec une évolution des mouvements grévistes, représenterait un nouveau facteur de la démobilisation du prolétariat à l'avantage du capitalisme.

LA CHINE SOVIÉTIQUE

Quand le mouvement communiste surgit en Chine, après la révolution d'Octobre en Russie, il était saturé d'anarchisme, de guildisme, de tolstoïsme, de marxisme légal, de Sun Yat-Senisme, etc... Ces différents courants auxquels se heurta le communisme avaient de très fortes traditions, surtout l'anarchisme et le socialisme, bien qu'à cette époque tous étaient presque évanouis. En particulier, l'anarchisme avait pu trouver un milieu favorable en Chine, grâce à la philosophie de Lao Tsé.

Déjà immédiatement après la révolution nationale de 1911, des éléments retour de France et du Japon avaient créé une « Société des huit vœux », dont nous parlerons parce que cette société eut une certaine importance. Elle recruta ses membres parmi les couches intellectuelles de la Chine et eut parmi ses adhérents des personnages qui jouèrent, par après, un rôle important dans la politique du Kuo-mintang (Wan Tin-Wei, etc...). Le programme de la « Société des huit vœux » était la défense d'accepter des emplois de l'Etat (accepter un mandarinat) occuper un emploi public (antiparlementarisme), être contre la polygamie, contre l'alcoolisme, pour le végétarisme.

A cette époque, il y avait en Chine des communistes-anarchistes influencés par les écrits de Kropotkine et dont le chef spirituel fut Tsou-Fou. Le mouvement socialiste, quant à lui, se rattache au club pour l'étude du socialisme fondé en mai 1911 à Changhai par Kiang Kan-Hu, alors instructeur à l'Université de Pékin. Ce club se transforma, après la révolution d'octobre 1911, en parti socialiste de la Chine, le premier parti politique qui fut constitué et qui adopta un programme de revendications qui comprenait la nationalisation de la terre, l'abolition du droit héréditaire, la législation sociale, en somme, le programme socialiste de l'époque. Le parti socialiste de la Chine exista pendant la brève époque constitutionnelle connue à l'époque. Après la révolte de juillet 1913 dans le sud de la Chine, provoquée par Sun Yat-Sen, il fut dissout par Yuan Tchi-Kay. Par après, quelques essais de reconstitution furent tentés, mais sans aucun résultat. Kiang Kan-Hu essaya, même en 1921, d'entamer des négociations avec la IIIe Internationale en spéculant sur le fait que l'I. C. cherchait en Orient à décrocher des éléments à tout prix. Pendant la guerre, il y eut en Chine un mouvement intellectuel dénommé « La Nouvelle Culture », qui se groupa autour de la revue « La Jeunesse » et qui, fondée par Tchen Tu-Siou, propageait une espèce de révolution éthique et littéraire ; il se transforma en mouvement de défense des théories marxistes et communistes Tchen Tu-Siou, qui était le doyen de la Faculté des lettres de l'Université de Pékin et avec lui Li Ta-Chaou, également professeur à cette Université, commencèrent à créer cercles ouvriers et écoles du soir pour les ouvriers. Et ainsi, en mai 1920, il fut possible de constituer à Changhai le premier groupe communiste, qui fut suivi par ceux de Pékin, Canton, etc...

Le mouvement communiste chinois, qui renfermait des éléments idéologiques tellement hétérogènes qui surgissait d'un tel milieu, ne pouvait naturellement avoir qu'un caractère très confus, bien qu'immédiatement fut commencé un travail de clarification dans tous les groupes et dans le mouvement de la jeunesse. A ce sujet, pendant la lutte des étudiants contre la pression japonaise qui aboutit à l'agitation anti-niponne de mai 1919, les éléments gauchistes de ces étudiants créèrent des groupes de la jeunesse socialiste qui furent fédérés, en 1921, en une Fédération socialiste où se trouvaient pêle-mêle communistes, anarchistes, nationalistes petits-bourgeois, tous unis autour du mot d'ordre de la lutte contre les impérialismes étrangers et pour des idées démocratiques du socialisme. Le travail de clarification au sein des groupes communistes et de la jeunesse se développa par étapes. Avant tout, par rapport aux éléments anarchistes ayant beaucoup d'influence et avec lesquels la rupture s'effectua sur les problèmes de la dictature du prolétariat et autour de la constitution d'un parti de classe centralisé. Par